

Sur le RUN : « Toute démocratie finit en oligarchie » (Aristote)

Les divers projets d'Agglomérations neuchâteloises avaient pour but premier de profiler le canton comme pôle urbain susceptible de contrebalancer les pôles existants (notamment ceux de Zürich ou de l'arc lémanique). La cause semblait compréhensible dans une logique néolibérale de concurrence entre entités économiques. De plus, ces projets d'agglomération devaient permettre un échange optimum d'idées entre les diverses entités, rurales et urbaines.

Pourtant, derrière ces projets se cachent une bien triste réalité : la disparition des collectivités locales et de leur diversité, sources pourtant de toute démocratie populaire. En effet, par rapport aux communes qui ne se trouvent pas dans un projet d'agglomération d'importance, notamment celles dites rurales, le but est à peine caché : « Laissez-les se finir ». C'est bien vers cela que tout tend. Dissoudre les dernières communes, afin de museler le processus démocratique, tel est le but qui semble se dessiner. Le problème est que l'on touche aux droits fondamentaux, hérités de la Grèce antique et de la philosophie libérale des Lumières. Pour rappel, le Bureau des Agglomérations, dit le BAR, est constitué en majeure partie de petits copains pseudo-socialistes. Dépolitisés ou intentionnellement compromis, ceux-ci n'ont cessé de s'aligner sur le TINA (There Is No Alternativ : la pensée dominante qui est parvenue à se faire unique). En réalité, le but est simple : nier les spécificités régionales et la réalisation d'une politique de proximité, tout en gelant à terme les investissements possibles de et pour certaines communes. C'est bien la cohésion et l'équilibre cantonal qui se voient remise en cause.

Le président de l'Agglomération des 3 villes, Pascal Sandoz, a lui-même reconnu que, parallèlement à ces projets, l'Etat menait à l'heure actuelle une réflexion sur un canton à une seule commune, voir quatre - variante privilégiée - ou huit, sans considérer que l'ensemble de celles-ci étaient sources de complémentarités et par là même génératrices de créativité. Chaque commune ayant ses spécificités et ses attentes propres vis-à-vis de sa population, celles-ci sont donc ainsi vouées, selon une certaine élite, à disparaître. Les communes se verront dans l'obligation de financer des projets pour lesquels elles n'auront plus leurs mots à dire. Au final, si nous ne réagissons pas rapidement, ceux qui feront les frais de cette politique sont à nouveau les travailleurs et travailleuses, les agriculteurs et agricultrices, les chômeurs et chômeuses... bref, les citoyens et citoyennes.

En tant que vice-président de l'Agglomération des 3 villes, dont le projet initial consistait à se profiler comme pôle crédible vis-à-vis de l'extérieur, je ne peux que constater les risques de dérive de cette nouvelle superstructure. Pour répondre aux interrogations, parfois outrées de certaines personnes, sur notre présence au sein de cette entité, il me vient à l'esprit ce dialogue tiré du livre « *quatre-vingt treize* » de Victor Hugo :

Danton : « l'ennemi est à l'extérieur... et je l'ai chassé ».

Robespierre : « Non, l'ennemi est à l'intérieur... et je le surveille ».

Bref, le RUN, qui n'a eu en vérité de la manne fédérale qu'une partie minime de ce qu'il escomptait et dont la structure devient de plus en plus couteuse, aurait pu être un lieu d'échange et le début d'une belle aventure pour le canton... il risque d'en être, en définitif, que le fossoyeur...

Cette situation, artificiellement créée par le Conseil d'Etat et le BAR, pourrait néanmoins trouver une issue favorable en mettant sur pied des partenariats entre communes, notamment sur la gestion des terrains industriels et les retombées économiques... adienne que pourra.